



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine (AuditUM)

Project No. 585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001)

**Livrable WP 1 – Lot 1.1 Séminaire de présentation du contexte
juridique et organisationnel de l'Université marocaine**

**Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique
(Rabat, Maroc)**

26-27 février 2018

- 1- Programme
- 2- Présentations
- 3- Compte Rendu
- 4- Photos
- 5- Attendance list



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



AuditUM

Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine **585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001)**

WP1.1: Séminaire de présentation du contexte juridique et organisationnel de l'Université Marocaine. 26-27 Février 2018. Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST), Angle Allal Al Fassi et Avenue des FAR, Hay Ryad, Rabat, Maroc.

Programme

Lundi 26 Février 2018 :

9:00-09:30 Accueil des participants

09:30-10:00 Allocutions

Président de l'UAE : Pr. Houdaïfa Améziane

Secrétaire général du MENFPESRS : Pr. Aboussalah Mohamed

10:00-10:30 Présentation du projet AuditUM. Prof. Ana Fernández Vilas, Coordinatrice General du Project (UVIGO). M. Hassan Ahansal, Co-Coordinateur technique (UAE).

10:30-11:00 L'exercice du contrôle financier de l'État sur les Établissements et Entreprises Publics: quels enjeux pour les Universités Marocaines? M. Abderrahmane Semmar, Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (DEPP) au sein du Ministère de l'économie et des finances.

11:00-11:30 Pause

11:30-12:00: Gouvernance de l'Université Marocaine: Acquis, contraintes et perspectives de développement. M. Abdelilah Afifi. Directeur de la Direction du Budget et des Affaires Générales du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Secrétariat d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

12:00-12:30 Le système d'information comptable et financier des Universités Marocaines un outil incontournable au service de l'audit et le contrôle interne, M. Omar MOUSTAKIM, Responsable du système d'information comptable et financier, UAE.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



12:30-14:00: Contexte réglementaire et organisationnel des Universités Européennes et leur expérience dans le domaine de l'audit et du contrôle interne.

- Universidad de Vigo/Universidad Autónoma de Madrid (Espagne).
- Université d'Aix-Marseille (France).
- Lodz University of Technology (Pologne)
- Instituto Superior de Engenharia do Porto (Portugal)
- Erasmus University College Brussels (Belgique)

14:00 – 14:30 Débat. Modérateur: M. Dolores Ojea (UVIGO)

Mardi 27 Février 2018

09:00-09:30 L'audit et le contrôle interne quel rôle au service des contrôles externes. M. BELRHAITI Chafik, Inspecteur Général Inspection Générale du Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

09:30-10:00 L'audit Interne: un outil au service de la bonne gouvernance de l'Université. M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/IIA Maroc.

10:00-10:30 Le Contrôle Interne : un gage de la maîtrise du fonctionnement de l'Université et un outil d'amélioration des pratiques de gestion, M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/IIA Maroc.

10:30-11:00 : Le projet de mise en place de la comptabilité générale au sein des Universités Marocaines quels avantages?. M. Tahar Asemaheri, Expert-Comptable DPLE, Commissaire aux Comptes.

11:00-12:00 Rapport du coordinateur sur l'état d'avancement du projet. Feuille de route de la première année du projet AuditUM. Prof. Ana Fernández Vilas (UVIGO), Coordinatrice General du Project (UVIGO). En collaboration avec M. Hassan AHANSAL et M. Omar MOUSTAKIM (UAE).

12:00-12:30: Conclusions et recommandations. Modérateur: M. Dolores Ojea (UVIGO) / M. Hassan Ahansal (UAE)

1



Une université d'excellence qui combine un engagement local et des ambitions internationales

Une force pour le territoire

2



Auditum

Contexte réglementaire et organisationnel des Universités Européennes et leur expérience dans le domaine de l'audit et du contrôle interne

**Séminaire - Rabat
26 février 2018**

Sommaire



I : L'environnement réglementaire de l'université en France



II: Le dispositif de contrôle interne AMU



III : L'audit interne au sein d'AMU



IV : L'audit et le contrôle internes, des fonctions complémentaires



I : L'environnement réglementaire de l'université en France

L'environnement réglementaire de l'université

Focus sur le RGCP:

Il régit la comptabilité publique applicable à l'État, aux établissements publics et aux collectivités territoriales. Il consacre le principe de **séparation des ordonnateurs et des comptables** qui permet l'exercice d'un contrôle réciproque interne.

Ordonnateur: **Pouvoir de décision**

Comptable: **Pouvoir d'exécution**

Entrée en vigueur du Règlement général de la comptabilité publique (RGCP)

1962

2001

Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF)

Publication du décret GBCP qui remplace le RGCP

2012

Publication des arrêtés d'application du Décret GBCP

2016

Entrée en vigueur de l'ensemble des dispositifs du Décret GBCP

Focus sur les objectifs de la LOLF:

1. Faire évoluer les administrations **d'une culture de moyens** et de procédures à une **culture d'objectifs et de responsabilité**.
2. Renforcer le rôle du Parlement, avec une plus grande **transparence**, un **contrôle** plus efficace et un **suivi des résultats** de l'action publique.
3. Mettre en **perspective à moyen terme les finances publiques**, parce que l'efficacité de l'action publique s'évalue au-delà de l'année budgétaire.

Le GBCP un cadre réglementaire pour le contrôle interne

Le Décret « GBCP » du 7 novembre 2012, qui devient la « bible » en matière financière, budgétaire et comptable, définit le cadre réglementaire du Contrôle Interne Budgétaire (CIB) et du Contrôle Interne Comptable (CIC).

➤ art. 215 du décret GBCP du 7 novembre 2012



- Le GBCP impose la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne budgétaire et de contrôle interne comptable au sein de chaque organisme.
- Le CIB et la CIC ont pour objet de maîtriser les risques afférents à la poursuite des objectifs de qualité de la comptabilité budgétaire et des comptes
- Le ministre chargé du budget définit le cadre de référence des contrôles internes budgétaire et comptable. Il s'assure, en lien avec les autres ministres de tutelle, de sa mise en œuvre.

Le GBCP un cadre réglementaire pour le contrôle interne

➤ art. 215 décret modifié GBCP 2017

- Le dispositif de contrôle interne budgétaire fait l'objet d'une évaluation par l'autorité chargée du contrôle de l'organisme au regard notamment des résultats de l'audit interne.
- Les résultats de cette évaluation, sont soumis au visa ou à l'avis de l'autorité chargée du contrôle. (Ce visa peut être suspendu sous certaines conditions).



Le GBCP un cadre réglementaire pour l'audit interne

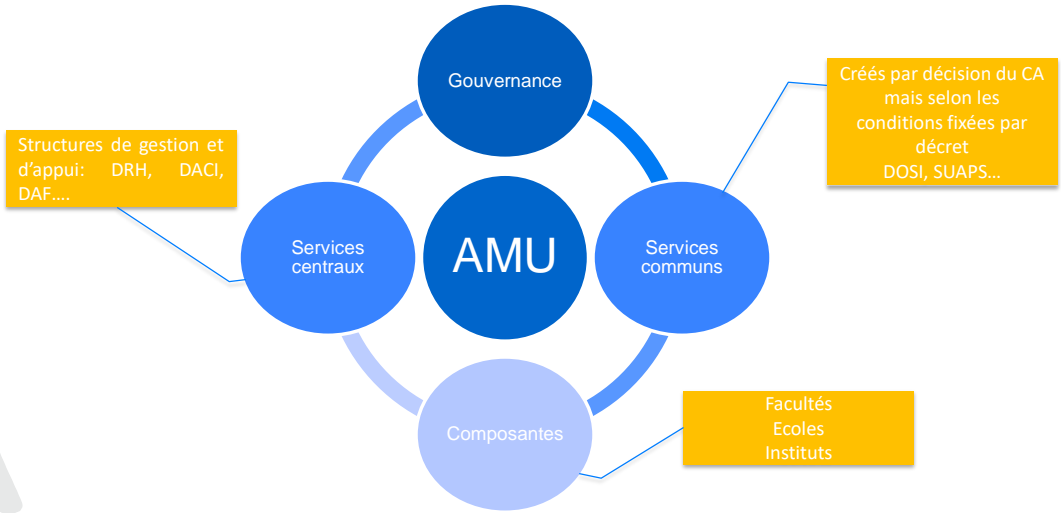
➤ Article 216 du décret GBCP :

- L'audit interne budgétaire et comptable, exercé de manière indépendante et objective, a pour objet de donner à chaque organisme une assurance raisonnable sur le degré de maîtrise des opérations budgétaires et comptables qu'il conduit, ainsi qu'une appréciation de la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable.
- Un comité d'audit est constitué. L'université fixe la composition, les attributions et les modalités de fonctionnement de ce comité. Il évalue la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable et propose des axes d'améliorations. Le contrôleur budgétaire en est membre de droit. L'agent comptable assiste à ses délibérations.
- Un programme d'audit annuel est arrêté. Le programme d'audit est soumis au comité d'audit.



Le GBCP impose la mise en œuvre des contrôles internes comptables et financiers au sein des établissements.

AMU se positionne en tant que précurseur en instaurant l'audit et le contrôle interne en son sein.

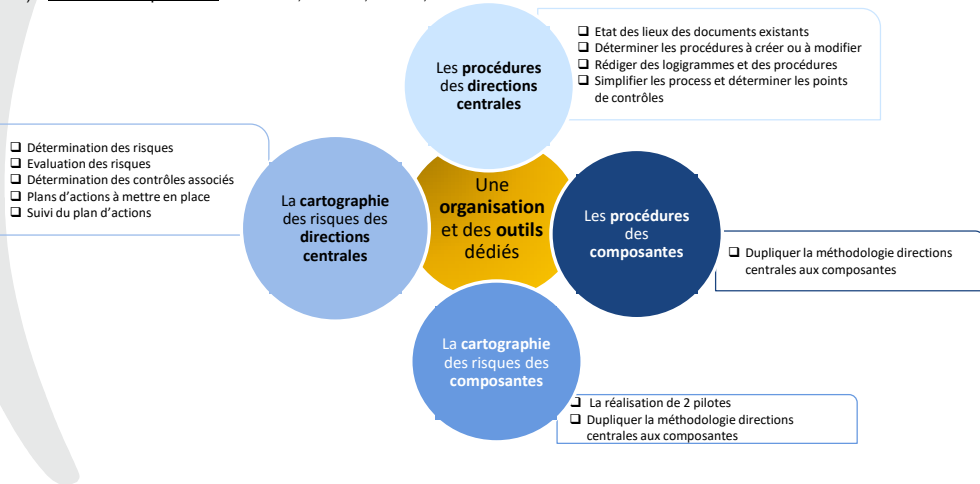


II : Le dispositif de contrôle interne au sein d'AMU

Depuis 2014, l'objectif est d'asseoir les fondamentaux du CI

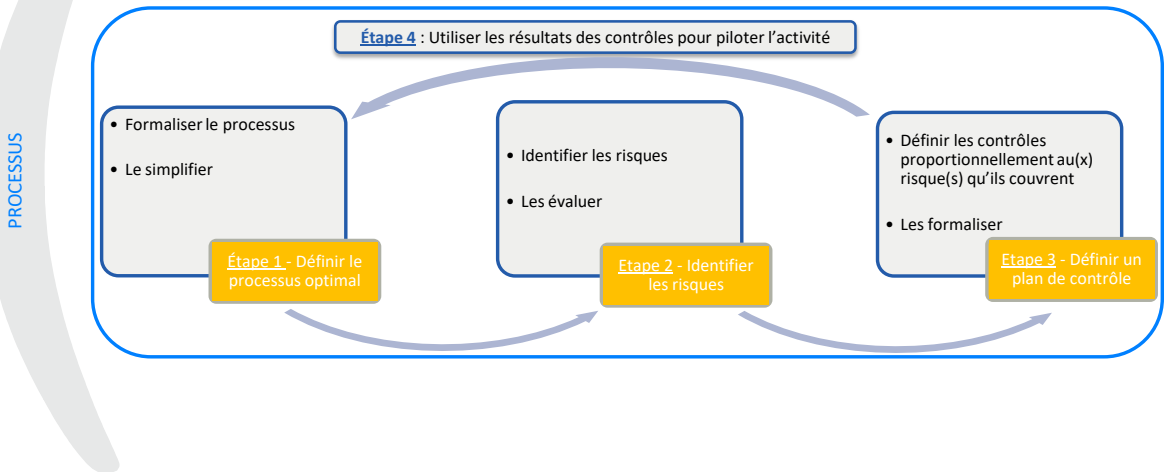
Un déploiement du CI en deux temps :

- 1) Dans les Directions centrales : DRH, informatique, ...
- 2) Dans les composantes : Facultés, instituts, écoles,...



La mise en place des fondamentaux du CI nous permet à présent d'envisager le contrôle interne hiérarchisé et formalisé

Un processus est un ensemble d'actions ayant un but précis.
Il est décrit dans le cadre d'une ou de plusieurs procédures



Les objectifs et les travaux d'AMU

13

Nos en cours

- 143 procédures directions restant à partager
- 53 actions correctives en cours de mise en œuvre
- La cartographie des composantes à finaliser

Hier – Nos objectifs :
formaliser, simplifier et
sécuriser

Pour réaliser ces objectifs :

- Une liste des procédures (directions) nécessaires, à rédiger sous un format unique, et à partager sur un site dédié
- Une cartographie des 45 risques majeurs des directions centrales, et 94 actions correctives visant à améliorer la maîtrise de ces risques (dont 20 de type « *formalisation* »)
- Des Référents du CI en charge de piloter le CI dans les directions, des Coordinatrices du CI en charge du pilotage au niveau établissement

Aujourd'hui - Nos réalisations :

- 219 procédures partagées via le Guide des procédures (directions, services et composantes)
- 41 actions correctives mises en œuvre et clôturées
- 2 « cartographies-pilotes » réalisées sur 2 composantes

Demain – respecter les
objectifs d'AMU, Encrer les
fondamentaux du Contrôle
interne au sein d'AMU

Les fondamentaux du CI (cartographies des risques et procédures)

- Continuer à approfondir le travail en cours sur l'activité des directions centrales
- Définir une méthodologie spécifique aux composantes et les accompagner dans ces nouveaux sujets
- Accompagner l'ensemble des acteurs dans la définition, la réalisation et l'utilisation des contrôles hiérarchisés et formalisés

Quelques points d'attentions sur notre retour d'expérience

14

METHODOLOGIE :

- La méthodologie appliquée aux directions n'est pas forcément transférable aux composantes (cartographie et procédures)
- Difficulté de priorisation des directions, composantes et des process
- Délimiter les champs d'actions

FORMALISATION :

- Difficulté quant à la réalisation des logigrammes et la définition des procédures
- Difficulté de retranscrire et simplifier les process dans un même temps. Le travail de simplification est donc parfois mis de côté au profit de la rédaction de l'existant pour être repris par la suite

SIMPLIFICATION :

- Peut engendrer des modifications de process,
- et des changements d'habitudes

SECURISATION :

- Des contrôles pouvant être chronophages

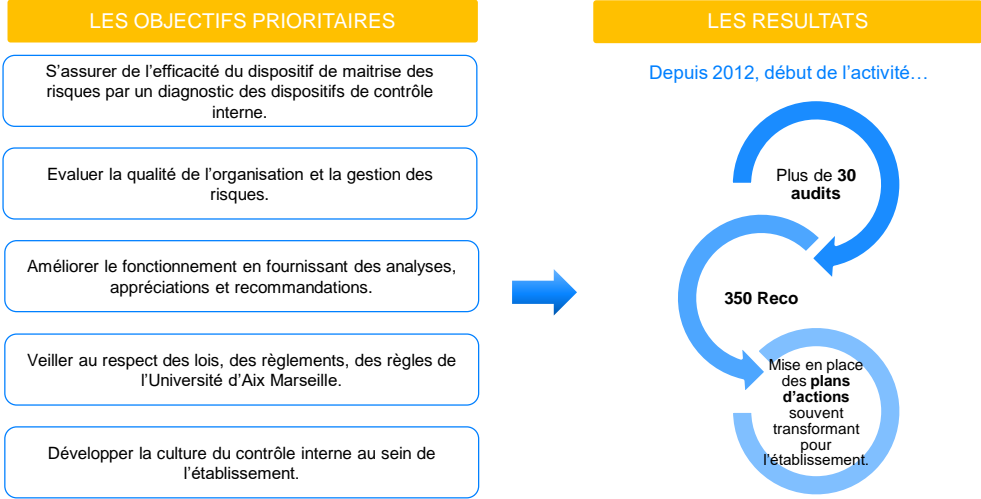


La fonction d'audit interne est recommandée par le GBCP afin d'apprécier le degré de maîtrise des opérations budgétaires et comptables et la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable



III : L'audit interne au sein d'AMU

L'audit interne: Objectifs et résultats



⚠ Enfin, il est important de préciser que le rôle des auditeurs est d'évaluer les organisations et les procédures, et non les personnes.

L'audit interne: Déploiement au sein d'AMU





IV : L'audit et le contrôle internes... des fonctions complémentaires

L'audit et le contrôle internes, des fonctions complémentaires

Les modalités de suivi des recommandations, un processus intégrant:

- les auditeurs,
- les coordinatrices du contrôle interne,
- les audités



Le référent de la direction auditée est le relais, le facilitateur au sein de la structure, idéalement le sponsor dans le développement des nouvelles mesures

En conclusion...



Des gains importants

....

- ✓ Simplification et sécurisation de notre travail
- ✓ Une vision processus
- ✓ Un travail collaboratif entre les différents acteurs des processus
- ✓ Une responsabilisation de tous les acteurs du processus



... mais qui nécessitent l'implication de tous et des outils dédiés

- ✓ Des acteurs :
 - Une implication forte indispensable des RCI et de l'ensemble des acteurs des processus (directions, services et composantes)
 - Une nécessité de travailler ensemble
 - Un rôle de coordination portée par les directions centrales
- ✓ Des outils :
 - Pour lier processus, procédures, risques et contrôles
 - Pour formaliser les déclarations des contrôles et faciliter leurs exploitations



**PROJET AUDITUM - SÉMINAIRE RABAT
26-27 FÉVRIER 2018**

isep Instituto Superior de Engenharia do Porto

POLITÉCNICO DO PORTO

isep Instituto Superior de Engenharia do Porto

DONNÉES PERTINENTES DE L'ISEP

Nombre de cours: quatorze célibataires + treize maîtres

Nombre d'étudiants: 6500

Budget: 30 milhões euros

Travailleurs: 500

Campus: 55 000 m2



POLITÉCNICO DO PORTO

RÉGIME JURIDIQUE DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (LOI N° 62/2007, 10 SEPTEMBRE)

- Définit la mission;
- Définit les attributions;
- Définit le degré d'autonomie;
- Définit la forme de création;
- Définit les exigences de création;
- Définit des dispositions légales sur le personnel enseignant;
- Définit des dispositions légales sur les cycles d'études;
- Définit l'obligation de chaque institution d'avoir des statuts;
- Définit les organes directeurs et leur mandat;
- Définit les règles de gestion des actifs, administratives et financières (chapitre V);
- Oblige l'existence d'un superviseur nommé par le ministère;
- Etc...

SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

- ❑ Suite à l'entrée en vigueur d'une loi (Ordonnance n° 794/2000, de du 20 Septembre), au Portugal depuis 2001, les établissements d'enseignement supérieur sont tenus d'adopter un système de contrôle interne;
- ❑ C'est nécessaire inclure le plan organisationnel interne, les politiques, méthodes, techniques et procédures de contrôle, ainsi que tout autre élément à définir par les organes de gestion respectifs.



SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE (CONT.)

Le système de contrôle interne comprend un ensemble de procédures visant à garantir:

- Sauvegarde des actifs;
- L'enregistrement et la mise à jour de l'actif de l'entité;
- La légalité et la régularité des opérations;
- L'exhaustivité et l'exactitude des registres comptables;
- Mise en œuvre des plans et politiques définis ci-dessus;
- L'efficacité de la gestion et la qualité de l'information;
- L'image fidèle des états financiers.

SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE (CONT.)

Le système de contrôle interne devrait inclure des principes de base qui lui donnent de la cohérence et sont:

- Séparation des tâches;
- Contrôle des opérations;
- La définition de l'autorité et de la responsabilité;
- L'enregistrement méthodique des faits.

La mise en place d'un système de contrôle interne n'est pas facile et ce n'est qu'en 2010 que l'ISEP a officialisé son système de contrôle interne.

SYSTEME DE CONTRÔLE INTERNE (CONT.)

www.isep.ipp.pt/contas/année

- La norme de contrôle interne fait partie des documents annuels de responsabilité transmis à la Cour des comptes et annoncés sur le site internet

isep Instituto Superior de Engenharia do Porto **RELATÓRIO DE CONTAS 2016** **P.PORTO**

1. INDICE DE BALANÇO DE GESTÃO

1. NOTA INTRODUTÓRIA

Este relatório refere-se à entidade abrangida pelo Presidente relativamente à forma como decorreu o exercício de 2016.

No exercício verificou-se uma aplicação legal de uma reversão tributária de 20% das reduções remuneratórias aplicadas em anos anteriores, decorrendo uma redução de 80% das reduções remuneratórias decorrentes, no montante que em 2015 se tinham sido registado 20% das reduções remuneratórias. Em consequência desta reversão houve um aumento da entrega com remunerações variando a paragem de 16.150.000€ em 2015 para 16.170.000€ em 2016 e em princípios de agosto de 2016 para 16.170.000€ em 2016.

Verificou-se um aumento das despesas operacionais com origem no Orçamento do Estado, que se contabilizaram em 5,20% (780.828€) relativamente ao anterior, que a situação inicial de 2016 representava um aumento resultante de 0,05% (3.000€) quando comparada com a situação final de 2015. Contudo, a dita situação sofreu redução no montante de 753.744€, que visou compensar a referida reversão das reduções remuneratórias.

Existem um balanço actual de balanço resultante de resultados de gestão desenvolvido em geral e se trata controlado e não apenas redução na procura de custos na área da engenharia, no que respeita ao acesso ao ensino superior, verificou-se a manutenção de uma significante e consistente em relação ao 100%, que se reduziu, uma vez mais, no desenvolvimento da entidade em relação a outras entidades em concurso no ano lectivo que se iniciou em setembro. Tal situação originou uma ligeira recuperação no número total de alunos, com impacto mais significativo nos primeiros anos lectivos de carácter de aprofundamento (os dois primeiros e o terceiro).

Alguns dispositivos de Lei 72/2016 que procedeu à primeira alteração, por aprovação posterior ao Decreto - Lei nº 107/2016, de 27 de agosto, que procedeu à alteração do Estatuto da Comissão de Fomento Científico da Escola Superior Politécnica, nomeadamente a criação de uma comissão de acompanhamento de atividades de investigação, foram automaticamente aplicados, nomeadamente a criação de uma comissão de acompanhamento de atividades de investigação, nomeadamente a criação de uma comissão de acompanhamento de atividades de investigação, nomeadamente a criação de uma comissão de acompanhamento de atividades de investigação.

2. OS RECURSOS FINANCEIROS E A POLÍTICA DE GESTÃO

Os indicadores de despesas apresentaram que a despesa total aumentou 2,3% (+1,8% em 2015), refletido o aumento das despesas com pessoal (+5,4%), redução de despesas com aquisição de bens e serviços (-0,2%), aumento de despesas com outras despesas correntes (+4,7%) e redução das despesas de capital (-0,2%). A despesa suportada pelo estado com origem no CE, versus o total da entidade teve um aumento de 1,5%. Verifica-se, pois, que a despesa financiada por receitas com origem no CE foi de 81,7% (80,5% em 2015).

A receita aumentou 4,6% (+2,3% em 2015) em resultado, fundamentalmente, do aumento do Orçamento do Estado, sobretudo a parte do impacto da reversão das reduções remuneratórias, a transferência referente a projetos de investigação que atingiu o seu máximo e ao aumento de outros projetos. Relativamente à transferência de receitas do Estado, verificou-se um aumento de 1,5% em 2016, fundamentalmente, de um ligeiro aumento do número de estudantes, resultado assim num aumento das transferências de projetos de investigação, nomeadamente a parte do aumento do número de estudantes, resultado assim num aumento das transferências de projetos de investigação, nomeadamente a parte do aumento do número de estudantes, resultado assim num aumento das transferências de projetos de investigação.

O saldo registado em 2016, no âmbito do exercício de 2016, foi de 40.4% (40,6% em 2015).

O saldo registado em 2016, no âmbito do exercício de 2016, foi de 40.4% (40,6% em 2015).

ISEP, 27 de Abril de 2017

João M. Silva
Presidente

3. BALANÇO

30. CONTABILIZAÇÃO DE RESULTADOS

31. CONTROLO ORÇAMENTAL - DESPESA

32. CONTROLO ORÇAMENTAL - RECEITA

33. FUNDOS DE CAIXA

34. DESCONTOS E RETENÇÕES

35. ENTREGAS DE DESCONTOS E RETENÇÕES

36. DESENVOLVIMENTO DAS DESPESAS COM PESSOAL

37. ORÇAMENTO - DESPESA

38. ORÇAMENTO - RECEITA

39. CARACTERIZAÇÃO DA ENTIDADE

40. NOTA AO BALANÇO E À DEMONSTRAÇÃO DE RESULTADOS FINANCEIROS

41. ALTERAÇÕES ORÇAMENTAIS - DESPESA

42. ALTERAÇÕES ORÇAMENTAIS - RECEITA

43. CONTRATAÇÃO ADMINISTRATIVA - SITUAÇÃO DOS CONTRATOS

44. CONTRATAÇÃO ADMINISTRATIVA - FORMA DE ADJUDICAÇÃO

45. TRANSFERÊNCIAS CORRENTES - DESPESA

46. TRANSFERÊNCIAS CORRENTES - RECEITA

47. FUNDOS DE MANEIO

48. BALANÇO DE GESTÃO

49. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

50. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

51. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

52. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

53. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

54. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

55. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

56. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

57. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

58. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

59. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

60. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

61. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

62. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

63. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

64. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

65. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

66. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

67. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

68. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

69. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

70. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

71. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

72. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

73. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

74. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

75. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

76. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

77. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

78. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

79. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

80. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

81. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

82. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

83. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

84. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

85. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

86. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

87. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

88. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

89. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

90. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

91. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

92. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

93. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

94. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

95. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

96. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

97. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

98. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

99. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

100. SÍMBOLO NOMINAL DOS RESPONSÁVEIS

POLITÉCNICO DO PORTO

INDICE DE LA NORME DE CONTRÔLE INTERNE DE L'ISEP

1. Objet
2. Champ d'application
3. La validité
4. Exécution budgétaire
5. Limites de disponibilité de trésorerie
6. Ouvrir et déplacer des comptes bancaires
7. Moyens de paiement
8. Constitution de fonds de gestion
9. Normes de contrôle du fonds de roulement
10. Conservation des documents bancaires
11. Emplacements de collecte des recettes

INDICE DE LA NORME DE CONTRÔLE INTERNE DE L'ISEP

12. Comptes courants
13. Rapprochements bancaires
14. Forme d'acquisition
15. Stocks
16. Facturation et paiement
17. Immobilisations
18. Inventaire
19. Enregistrement des marchandises
20. Responsabilité pour l'utilisation des biens
21. Abattage de marchandises
22. Violation des normes

ASPECTS DE LA NORME DE CONTRÔLE INTERNE DE L'ISEP

- Définit une limite quotidienne de disponibilités en espèces (2 000€);
- Les comptes bancaires sont traités avec deux signatures du président, des vice-présidents, du chef des services économiques et financiers et du trésorier, l'une des signatures obligatoires du président ou des vice-présidents;
- Les paiements de plus de 100 € sont effectués par virement, peuvent exceptionnellement être effectués par chèque si fourni une raison valable;
- Définit un fonds de roulement maximum de 3 000 € avec une présentation mensuelle des dépenses;
- Définit les lieux de collecte des recettes;

ASPECTS DE LA NORME DE CONTRÔLE INTERNE DE L'ISEP

- Les rapprochements bancaires doivent être effectués à la fin de chaque mois par le responsable des services économiques et financiers ou par un autre employé désigné par le président;
- Des contrôles physiques des stocks sont effectués à la fin de chaque mois;
- Inspection physique des stocks tous les six mois par une entité d'audit externe;
- Rapprochement mensuel entre les enregistrements d'équipements ou d'autres actifs durables et les enregistrements comptables;
- Vérification physique annuelle, par échantillonnage, d'équipements ou d'autres biens durables.

FACTEURS LIMITATIFS DU CONTRÔLE INTERNE

- Fraude;
- L'existence d'erreurs humaines;
- Manque de culture de gestion concernant la nécessité du contrôle interne;
- Rapport coût-bénéfice;
- Transactions inhabituelles;
- Risque informatique.

ACTIONS DE CONTRÔLE RÉALISÉES

- Les contrôles mensuels de la conformité par les services financiers eux-mêmes chèques
- Audits internes
- Audits externes
- Inspections d'entités officielles

Merci!

e-mail: pcfs@isep.ipp.pt



AuditUM (2018-2020): *Séminaire de présentation du contexte juridique et organisationnel de l'Université Marocaine*

PROJECT N°. 585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001).
RABAT, 26-27 FEVRIER 2018

Universida de Vigo



Allocution du Président de l'UAE: Pr. Houdaïfa Améziane

Universida de Vigo



Allocution du Secrétaire général du MENFPESRS: Pr. Aboussalah Mohamed

Universida de Vigo



Programme

PROF. ANA FERNÁNDEZ VILAS

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



L'objectif de ce séminaire

- ❖ On remarque actuellement, une grande disparité, entre les différentes universités marocaines, dans les textes et règlements considérés et dans l'interprétation de ces textes.
- ❖ Sensibiliser les différentes universités marocaines sur la nécessité de normaliser la pratique comptable et financière à travers l'alignement de toutes les universités sur le même référentiel juridique et organisationnel.
- ❖ Ce séminaire sera également l'occasion pour lancer les activités du premier WP à savoir l'élaboration du référentiel juridique et du référentiel organisationnel.

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Programme (Lundi 26 Février 2018)

10:00-10:30 AuditUM. Prof. Ana Fernández Vilas (UVIGO)/M. Hassan Ahansal (UAE)

10:30-11:00 *L'exercice du contrôle financier de l'État sur les Établissements et Entreprises Publics: quels enjeux pour les Universités Marocaines?*. M. Abderrahmane Semmar (Ministère de l'économie et des finances)

11:00-11:30 Pause

11:30-12:00: *Gouvernance de l'Université Marocaine: Acquis, contraintes et perspectives de développement.* M. Abdelilah Afifi (Secrétariat d'État chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique)

12:00-12:30 *Le système d'information comptable et financier des Universités Marocaines un outil incontournable au service de l'audit et le contrôle interne,* M. Omar Moustakim (UAE).

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Programme (Lundi 26 Février 2018)

12:30-14:00: Contexte réglementaire et organisationnel des Universités Européennes et leur expérience dans le domaine de l'audit et du contrôle interne.

- Universidad de Vigo/Universidad Autónoma de Madrid (Espagne).
- Université d'Aix-Marseille (France).
- Lodz University of Technology (Pologne)
- Instituto Superior de Engenharia do Porto (Portugal)
- Erasmus University College Brussels (Belgique)

14:00 – 14:30 Débat. Modérateur: Mme. Dolores Ojea (UVIGO)

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Programme (Mardi 27 Février 2018)

09:00-09:30 L'audit et le contrôle interne quel rôle au service des contrôles externes. M. BELRHAITI Chafik. Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

09:30-10:00 L'audit Interne: un outil au service de la bonne gouvernance de l'Université. M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/IIA Maroc.

10:00-10:30 Le Contrôle Interne : un gage de la maîtrise du fonctionnement de l'Université et un outil d'amélioration des pratiques de gestion, M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/ IIA Maroc.

10:30-11:00 : Le projet de mise en place de la comptabilité générale au sein des Universités Marocaines quels avantages?. M. Tahar Asemaheri, Expert-Comptable DPLE, Commissaire aux Comptes.

11:00-12:00 Rapport du coordinateur sur projet AuditUM. Prof. Ana Fernández Vilas (UVIGO), M. Hassan Ahansal et M. Omar Moustakim (UAE).

12:00-12:30: Conclusions et recommandations. M. Dolores Ojea (UVIGO) / M. Hassan Ahansal (UAE)

Universida de Vigo



Présentation du projet AuditUM

PROF. ANA FERNÁNDEZ VILAS, COORDINATRICE GENERAL DU PROJECT (UVIGO).
M. HASSAN AHANSAL, CO-COORDINATEUR TECHNIQUE (UAE).

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Fiche du projet

- ✓ **Action Clé 2:** Coopération et innovation en vue d'élaborer de bonnes pratiques (Renforcement des capacités de l'enseignement supérieur)
- ✓ **Référence:** 585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001).
- ✓ **Durée:** 36 mois (15/10/2017 au 14/10/2020)
- ✓ **Budget UE:** 971 026,00 €:
 - ✓ Fais du personnel (27%)
 - ✓ Frais de voyage (13%)
 - ✓ Frais de séjour (28%),
 - ✓ Équipement (30%) et sous-traitance (2%)

Universida de Vigo

REUNION DE LANCEMENT - 11-12 JANVIER, 2018

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

AuditUM
Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine

UAM Universidad Autónoma de Madrid

Consortium

Universidade de Vigo

isep Instituto Superior de Engenharia do Porto

erasmus

Aix-Marseille université

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Secrétariat d'État Chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

جامعة عبد الملك السعدي

UNIVERSITÉ HASSAN II

UNIVERSITÉ DE MOHAMED EL BACHA

UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTA

جامعة محمد السادس بنغازي

جامعة مولاي إسماعيل
UNIVERSITÉ MULLAY ISMAÏL

Universidade de Vigo

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

AuditUM
Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine

Objectifs généraux

- ❑ La mise en place d'un service audit interne au sein de l'université veillera au respect de l'application des règles, des **procédures administratives et financières** et l'**optimisation de l'utilisation du système d'information**.
- ❑ A travers ce projet, l'université vise à **renforcer et à développer ses capacités de gestion, de gouvernance et d'innovation** en bénéficiant de l'expérience et du savoir faire des universités partenaires européennes.

Universidade de Vigo

REUNION DE LANCEMENT - 11-12 JANVIER, 2018



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

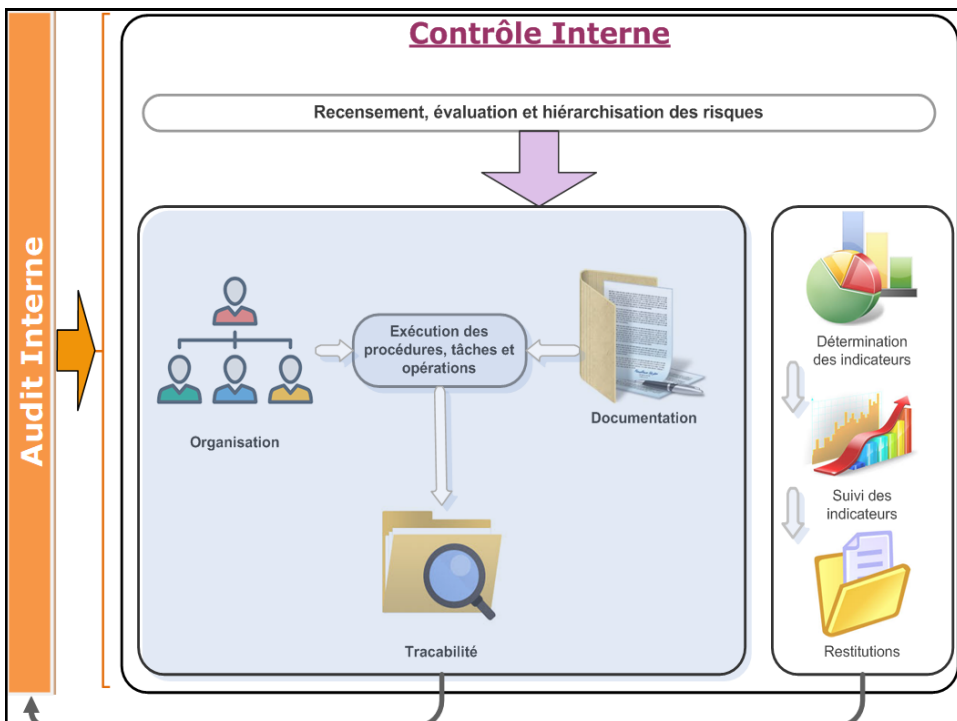


Objectifs spécifiques

- ❑ La mise en place d'un **organe** qui puisse **conseiller le management de l'université dans l'exécution de ses missions**;
- ❑ La mise **en place d'un Système de Contrôle interne** permettant la vérification des opérations courantes et la vérification de l'efficience dans la réalisation des missions de l'université;
- ❑ La mise en place **d'une fonction Audit interne** qui puisse, apprécier l'exactitude et la **sincérité physique et comptable des opérations, fournir une assurance quant à l'intégrité du patrimoine, juger de l'efficacité du système d'information comptable et financier et suggérer des améliorations**;
- ❑ Le développement des **compétences du personnel** de l'université à travers des formations et des stages.

Universida de Vigo

REUNION DE LANCEMENT - 11-12 JANVIER, 2018



N° Lot	Type de lot	Intitulé du lot	Durée (semaines)
1	DEVELOPPEMENT Design	Elaboration d'un référentiel juridique et organisationnel commun à l'ensemble des universités marocaines	21
2		Elaboration, mise en place d'un manuel de procédures de gestion et formation du personnel de l'université	44
3		Passage en revue, au profit de l'équipe du projet, des bonnes pratiques intégrées dans les standards internationaux et élaboration d'un référentiel, d'Audit et de Contrôle interne, adapté aux universités marocaines	28
4	DEVELOPPEMENT Dispositif et Service	Conception et mise en place d'un dispositif de contrôle interne avec la mise en place d'une cartographie de contrôles reliée aux processus et aux risques	48
5		Constitution d'un service d'audit interne : Elaboration de la charte d'audit interne, de la démarche de mise en place et adaptation des outils d'audit	34
6		Formation sur les techniques et les outils du Contrôle interne et de l'audit ;	14
7	DIFFUSION	Mise en place d'un plan de communication et d'une politique de diffusion en interne et externe des résultats du projet ;	146
8	GESTION	Gestion du projet	149
9	PLAN QUALITÉ	Assurance qualité	36


Lots de travail

Universida de Vigo


REUNION DE LANCEMENT – 11-12 JANVIER, 2018

 Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union		Résultats (tangibles)	 AuditUM Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine
<input type="checkbox"/>	R1.1	Référentiel juridique à l'ensemble des universités marocaines	
<input type="checkbox"/>	R1.2	Référentiel organisationnel commun à l'ensemble des universités marocaines	
<input type="checkbox"/>	R2.1	Manuel de procédures de gestion financières et comptables formalisées	
<input type="checkbox"/>	R2.2	Plateforme web d'hébergement, de partage et d'échanges des procédures et des bonnes pratiques du contrôle interne .	
<input type="checkbox"/>	R3.1	Manuel de bonnes pratiques intégrées dans les standards et réglementations internationaux.	
<input type="checkbox"/>	R3.2	Référentiel d'Audit et de Contrôle interne adapté aux universités marocaines	
<input type="checkbox"/>	R4.1	Cartographie de contrôles reliée aux processus et aux risques	
<input type="checkbox"/>	R5.1	Charte d'audit interne	
<input type="checkbox"/>	R5.2	Model de l'adaptation de la démarche, des outils, des techniques de l'audit interne	
<input type="checkbox"/>	R6.1	Matériel de formation sur les techniques du Contrôle interne et de l'Audit	
<input type="checkbox"/>	R7.1	Plan de diffusion et visibilité	
<input type="checkbox"/>	R9.1	Plan de qualité	

Universida de Vigo




Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union




Communication interne et diffusion

- ✓ Personnel de supporte du Project.
- ✓ Ms. Lorena Diana Gatea
- ✓ Auditum-support@det.uvigo.es
- ✓ **Page web du projet AuditUM.** Espace privé.
 - ✓ Tous les partenaires auront accès à l'espace
 - ✓ (nom d'utilisateur et mot de passe).
 - ✓ <http://www.projetauditum.net>
 - ✓ Accès pour le projet officier
- ✓ **EACEA Erasmus+ Project Results Portal**
 - ✓ La fiche du Projet et les Résultats ([Project Card](#))

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Communication interne et diffusion

- ❑ **Recommandation EACEA (Site Web)**
 - EU logo, Objectives du projet
 - Partenaires du projet et personnes de contact, carte des pays et partenaires
 - Résultats du projet - Quel est le produit que votre site Web vend?
 - Utiliser and langage commun (pas technique ou spécialisé)
 - Lettre d'accueil du recteur ou représentant du Ministère sur le projet.
 - **Photo de chaque personne pour la Web (prendre les photos pendant la pause)**
 - Un calendrier des activités du projet
 - Vidéos (5 minutes) → **il y a de l'expertise en montage de vidéo dans le consortium?**
 - Liens à d'autres réseaux social
- **Autres: brochures, publications, matériel promotionnel**

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Merci

Thank You شكراً

Gracias

Obrigado Dziękuję

Universida de Vigo



L'exercice du contrôle financier de l'État sur les
Établissements et Entreprises Publics: quels
enjeux pour les Universités Marocaines?

M. ABDERRAHMANE SEMMAR. DIRECTEUR DE LA DIRECTION DES
ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION (DEPP) AU SEIN
DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Universida de Vigo



Gouvernance de l'Université Marocaine: Acquis, contraintes et perspectives de développement

M. ABDELILAH AFIFI, DIRECTEUR DE LA DIRECTION DU BUDGET ET DES AFFAIRES GÉNÉRALES DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.

Universida de Vigo



Le système d'information comptable et financier des Universités Marocaines un outil incontournable au service de l'audit et le contrôle interne

M. OMAR MOUSTAKIM, RESPONSABLE DU SYSTÈME D'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIER, UAE.

Universida de Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel des Universités Européennes (l'audit et du contrôle interne)

UNIVERSIDAD DE VIGO/UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE MADRID (ESPAGNE).
MME. DOLORES OJEA / MME. ANGELES CASTAÑO

Universida_{de}Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel des Universités Européennes (l'audit et du contrôle interne)

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE (FRANCE).
MME. JULIE BUONOMO; MME CYNTHIA SOULI

Universida_{de}Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel
des Universités Européennes (l'audit et du
contrôle interne)

LODZ UNIVERSITY OF TECHNOLOGY (POLOGNE)

Universida de Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel
des Universités Européennes (l'audit et du
contrôle interne)

INSTITUTO SUPERIOR DE ENGENHARIA DO PORTO (PORTUGAL)

MME PAULA CRISTINA FERREIRA DA SILVA

Universida de Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel
des Universités Européennes (l'audit et du
contrôle interne).

ERASMUS UNIVERSITY COLLEGE BRUSSELS (BELGIQUE)

M. ALEXANDER MICHIELS

Universida de Vigo



Contexte réglementaire et organisationnel
des Universités Européennes: **Débat.**

MODÉRATEUR: M. DOLORES OJEA (UVIGO)

Universida de Vigo



AuditUM (2018-2020): *Séminaire de présentation du contexte juridique et organisationnel de l'Université Marocaine*

PROJECT N°. 585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001).
RABAT, 26-27 FEVRIER 2018

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Programme (Mardi 27 Février 2018)

09:00-09:30 L'audit et le contrôle interne quel rôle au service des contrôles externes. M. BELRHAI TI Chafik. Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

09:30-10:00 L'audit Interne: un outil au service de la bonne gouvernance de l'Université. M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/IIA Maroc.

10:00-10:30 Le Contrôle Interne : un gage de la maîtrise du fonctionnement de l'Université et un outil d'amélioration des pratiques de gestion, M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général/ IIA Maroc.

10:30-11:00 : Le projet de mise en place de la comptabilité générale au sein des Universités Marocaines quels avantages?. M. Tahar Asemaheri, Expert-Comptable DPLE, Commissaire aux Comptes.

11:00-12:00 Rapport du coordinateur sur projet AuditUM. Prof. Ana Fernández Vilas (UVIGO), M. Hassan AHANSAL et M. Omar Mosutakim (UAE).

12:00-12:30: Conclusions et recommandations. M. Dolores Ojea (UVIGO) / M. Hassan Ahansal (UAE)

Universida de Vigo



L'audit et le contrôle interne quel rôle au service des contrôles externes.

M. BELRHAITI CHAFIK, INSPECTEUR GÉNÉRAL INSPECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE.)

Universida de Vigo



L'audit Interne: un outil au service de la bonne gouvernance de l'Université

M. MOHAMED BARNIA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL/IIA MAROC.

Universida de Vigo



Le Contrôle Interne : un gage de la maîtrise du fonctionnement de l'Université et un outil d'amélioration des pratiques de gestion.

M. MOHAMED BARNIA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL/ IIA MAROC.

Universida de Vigo



Le projet de mise en place de la comptabilité générale au sein des Universités Marocaines quels avantages?

M. TAHAR ASEMAHERI, EXPERT-COMPTABLE DPLE, COMMISSAIRE AUX COMPTES.

Universida de Vigo

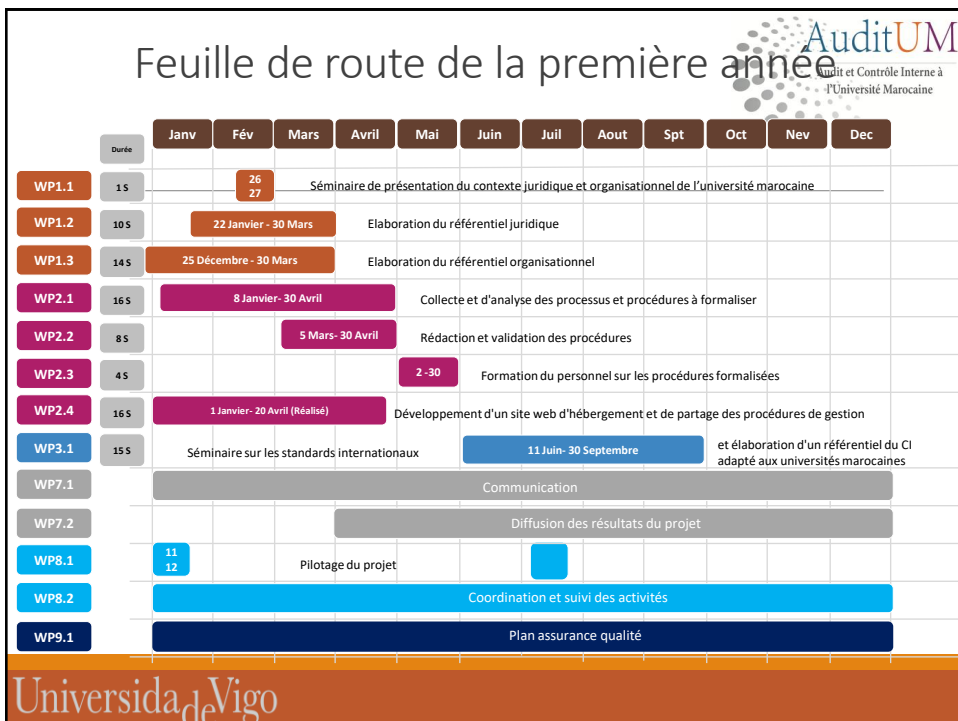


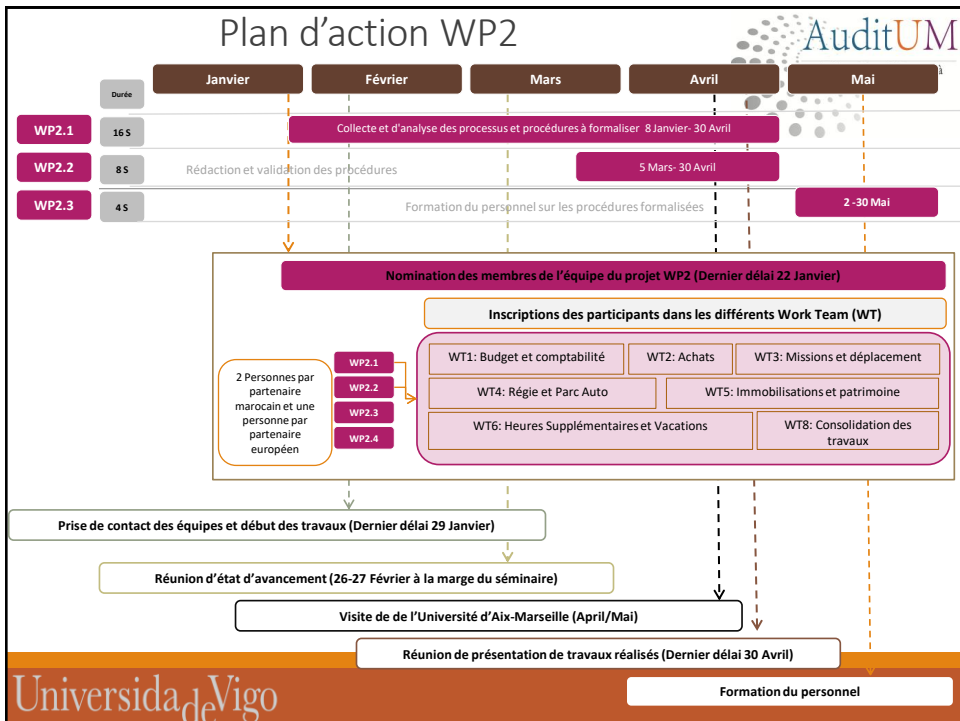
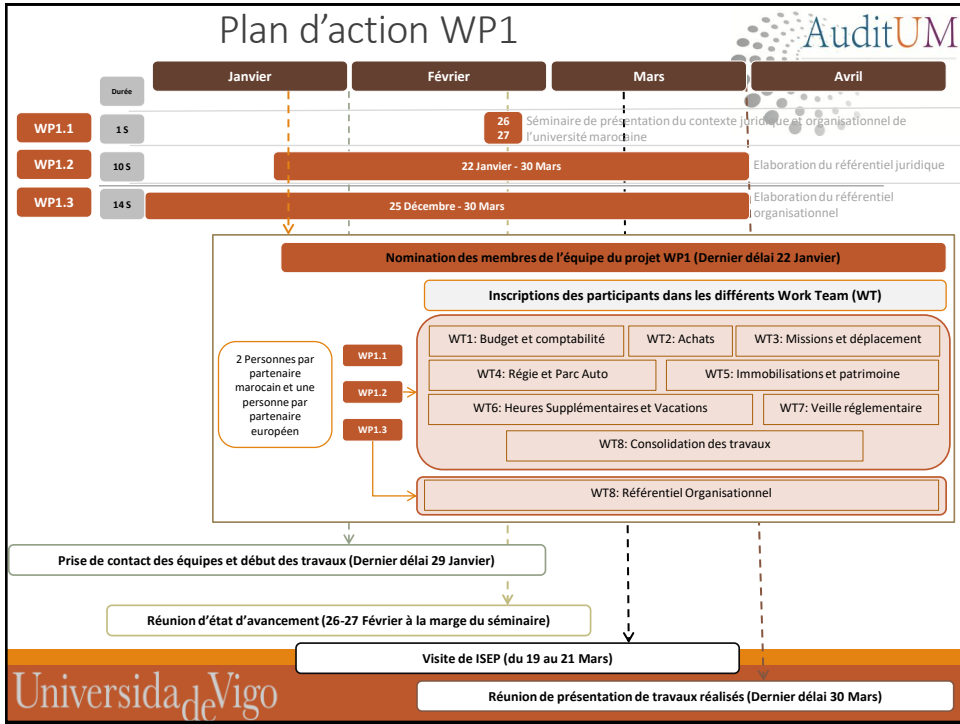
Rapport du coordinateur sur l'état d'avancement du projet. Feuille de route de la première année du projet AuditUM.

PROF. ANA FERNÁNDEZ VILAS (UVIGO)

M. HASSAN AHANSAL ET M. OMAR MOUSTAKIM (UAE).

Universida de Vigo







Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Groupes travaux & Dates limites

- ✓ Les groupes de travaux pour les Lots 1 et 2 son établis:
 - 2 représentants par Université marocaine et un représentant par Université UE.
 - Quelques partenaires doivent nous donner l'information sur leurs représentants
- ✓ GT WP1 → l'Elaboration du référentiel juridique et organisationnel
 - Chef d'équipe GT WP1: **Ministère de l'Enseignement Supérieur**
 - Premier brouillon 15 Mars (élaboré par les partenaires marocains); Contributions dans le premier brouillon des partenaires UE → **Document final: 30 Mars**
- ✓ GT WP2 → Collecte et d'analyse des processus et procédures à formaliser et rédaction et validation des procédures
 - Chef d'équipe GT WP2: Université Mohamed 5 Rabat
 - Premier brouillon 10 Avril (élaboré par les partenaires marocains); Contributions dans le premier brouillon des partenaires UE → Document final: 30 Avril
- ✓ Travail collaboratif à travers l'espace privé du site internet.

Universida de Vigo



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Prochaines activités

- ✓ WP1: Visite d'étude **ISEP (Porto): 19-21 Mars 2018.**
- ✓ WP2: Visite d'étude **Université Aix-Marseille (Avril-Mai)**
- ✓ WP2: **Formation du personnel (Mai)**
 - ¿Localisation? - Sélection des formateurs.
- ✓ WP9: Réunion de Qualité
 - **Localisation: Madrid. Date: Mai 2018.**
 - Participants: Lodz University of Technology, Universidade de Vigo, Université Abdelmalek Essaâdi, Université Ibn Tofaïl Kénitra.
- ✓ WP8.1 Pilotage du projet. **2nd réunion du consortium (Juillet 2018, Maroc)**
- ✓ WP3.1 Séminaire sur les standards internationaux et élaboration d'un référentiel du contrôle interne adapté aux universités marocaines.
 - **Septembre 2018, Rabat.**

Universida de Vigo

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

AuditUM
Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine

Visite d'étude ISEP-Porto (19- 21 Mars)

	19 Mars	20 Mars	21 Mars
09:30 - 10:00	Séance d'accueil - ISEP Président.	Cadre législatif du Département Financier	Cadre procédural du Département Financier
10:00 - 13:00	Cadre Législatif de l' ISEP/IPP dans l' Enseignement Supérieure Portugais		
13:00 - 15:00	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
15:00 - 15:30	Visite: Tour sur les installations de l'ISEP	Présentation du Portail Académique	Audit interne et procédures de contrôle
15:30 - 16:00		Solutions informatiques pour contrôle financier	
16:00 - 16:30			Session de clôture
16:30 - 17:00			
18:30 - 20:30		Dîner de Gala	

Universidade de Vigo

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

AuditUM
Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine

Impact

- ✓ Nous pouvons mesurer l'impact si nous connaissons la situation actuelle.
- ✓ Proposition. Enquête sur l'état actuel de l'audit et du control interne (partenaires marocains)
 - Les personnes qui vont remplir l'enquête: les représentants locaux décideront des responsables de la gestion politique ou financière auxquels ils enverront l'enquête.
 - Contenu: ressources, délais et procédures actuelles.
 - Elaboration de l'enquête: Université de Vigo en collaboration avec l'UAE
- ✓ Début de l'enquête: 15 Mars
- ✓ Fin de l'enquête: 30 Mars
- ✓ Indicateurs d'impact dans la candidature

Universidade de Vigo

Impact à court terme	Indicateurs quantitatifs	Indicateurs qualitatifs
Respect des textes de loi et meilleur alignement juridique	Baisse de 80% du nombre de dossiers de paiement rejetés; Baisse de 50% du nombre d'Appels d'offres infructueux	Maitrise des textes de Loi (meilleure crédibilité, meilleure image de marque)
Minimisation des risques et leur impact	Baisse de 50% du nombre d'incidents imprévus (Nombres de procédures par université: formalisation de 100% des procédures des services économiques et financiers)	Amélioration du service rendu
Définition, assimilation claire et précise des tâches et responsabilités	Fiches de postes: élaboration de l'ensemble (100%) des fiches de postes des métiers des services économiques; Disposition d'un organigramme fonctionnel	Connaissance du périmètre de fonctionnement et des responsabilités
Maitrise du fonctionnement interne	Nombres de procédures formalisés par université.	Degré d'application des procédures
Amélioration et développement des compétences	Nombre de formations suivi	Amélioration de la qualité du rendu; Maitrise du métier et des réglés de gestion
Disposition d'un service d'audit et de contrôle interne	Constitution du service audit et contrôle de gestion	Respect des procédures; - Contrôles de conformité et de régularité
Opérationnalisation de toutes les briques fonctionnelles du système d'information	Taux de couverture fonctionnelle de l'ERP opérationnelle/Couverture standard	Degré d'appropriation de ERP

Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union

AuditUM
Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine

Documents manquants

- ✓ Les documents manquants concernant les accords:
 - Annexe 4
 - Copie des accords signés
- ✓ Pour les documents concernant le KICK OFF:
 - Attestation de travail/ salaire
 - Carte d'embarquement aller/retour
 - Relevé bancaire
 - Passeport
 - Ordre de mission
 - Facture de l'hôtel (optionnel)

Pour cette réunion, nous avons besoin des mêmes documents.



AuditUM: Séminaire de présentation du
contexte juridique et organisationnel de
l'Université Marocaine. **Débat**

MODÉRATEUR: M. DOLORES OJEA (UVIGO)

Universida de Vigo



erasmus

HOGESCHOOL BRUSSEL

I. DÉCRET DU PARLEMENT FLAMAND

- Contrôle interne:
 - Atteindre les objectifs imposés et la mise en oeuvre et le suivi des décisions
 - Respect des lois, décrets, décisions, règlements et procédures
 - Précision, exactitude, exhaustivité, actualité et facilité d'utilisation des informations financières et de gestion
 - Efficacité des opérations et des ressources
 - Protection des biens et prévention de la fraude
- Mesures de controle interne:
 - Activités concrètes pour prévenir les risques et/ou augmenter la probablilité d'un effet ou d'un résultat souhaité
- Comité d'audit:
 - Dépistage de la gestion et faire des recommandations

II. COMITÉ D'AUDIT

1. Composition

- Un président et trois membres:
 - Désigné par le 'Conseil de Surveillance'
 - Aucun employé de EhB
 - Aucun membre du Conseil de Surveillance ou du Directoire
 - Mandat des membres prend 4 ans
 - Les membres reçoivent des frais pour participer aux activités
 - Dans son ensemble, une expertise pertinente suffisante:
 - Expertise financière
 - Aperçu de la gestion interne des risques
 - Avoir un lien avec le secteur de l'enseignement supérieur
 - Expérience avec les fonctions d'audit
- Fonctionnement autonome et indépendant

2. Assignations

- **Compétence consultative:**
 - Rapporte directement au Conseil de Surveillance:
 - Adéquation et efficacité de la gestion
 - Procédures internes
 - Contrôle et gouvernance
 - Activités, points importants et recommandations
 - Via un point distinct de l'ordre du jour du Conseil de Surveillance
 - Eventuellement avec une explication du président du comité d'audit (à la demande du Conseil de Surveillance)

3. Fonctionnement

- Se rencontrer au moins une fois par an
 - A l'initiative du président du comité d'audit
 - A la demande du président du Conseil de Surveillance
 - A la demande de deux membres du comité d'audit
- Des personnes ayant une autorité consultative peuvent être invitées
- Possèdent une invitation continue:
 - Président du Conseil de Surveillance
 - Directeur général
 - Directeur des finances
 - A moins que le comité d'audit ne souhaite pas se rencontrer seul
- Tous les deux ans: auto-évaluation

4. Relation avec d'autres organes

- Accès à:
 - Les membres du personnel, les bâtiments et les installations
 - Toutes les informations, documents et marchandises dans son domaine d'activité
- Aptitude à rechercher un avis indépendant (juridique, comptable, ...)
 - Après avoir informé le président du Conseil de Surveillance et/ou le directeur général
- Collaboration avec d'autres organismes de contrôle internes et externes
 - Echange d'informations
 - Coordination des activités

III. MESURES DE CONTROLE INTERNE

- Affectations officielles de l'audit interne:
 - Dirigé par le comité d'audit
- Plusieurs processus écrits
 - Exécuté et vérifié par les propriétaires de processus
 - Processus:
 - Comptabilité client
 - Comptabilité des fournisseurs
 - Trésorerie et gestion d'actifs
 - Personnel (salaires, indemnités, remboursements)
 - Créances, subventions et contrats
 - Suivi budgétaire
 - Politique d'investissement
 - Gestion des risques et assurance qualité



المملكة المغربية
وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني
والتعليم العالي والبحث العلمي
كتابة الدولة المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale, de la Formation Professionnelle,
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Secrétariat d'Etat Chargé de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche Scientifique

GOVERNANCE DE L'UNIVERSITE MAROCAINE

Pr. Abdel-ilah AFIFI, Ingénieur, PhD
Directeur du Budget et des Affaires Générales

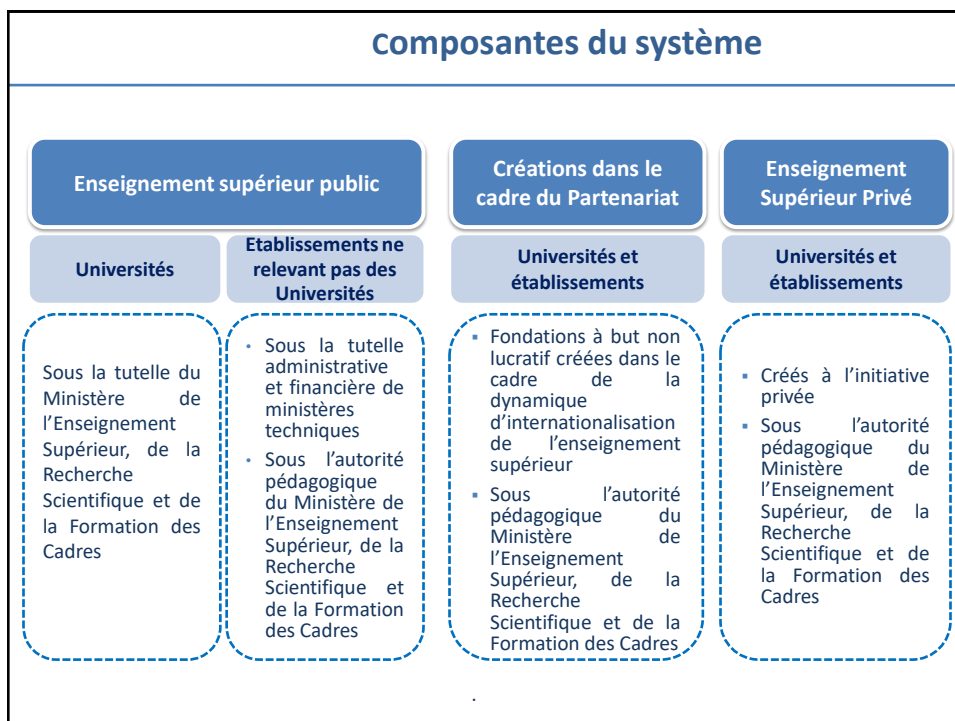
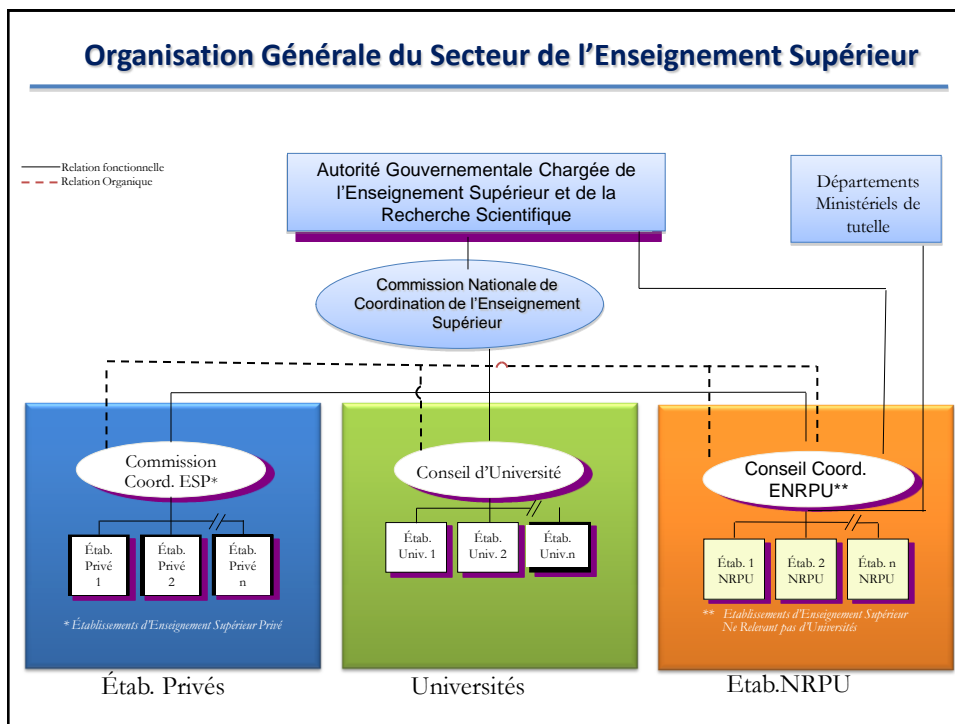
**SEMINAIRE PROJET AUDITUM
ERASMUS**

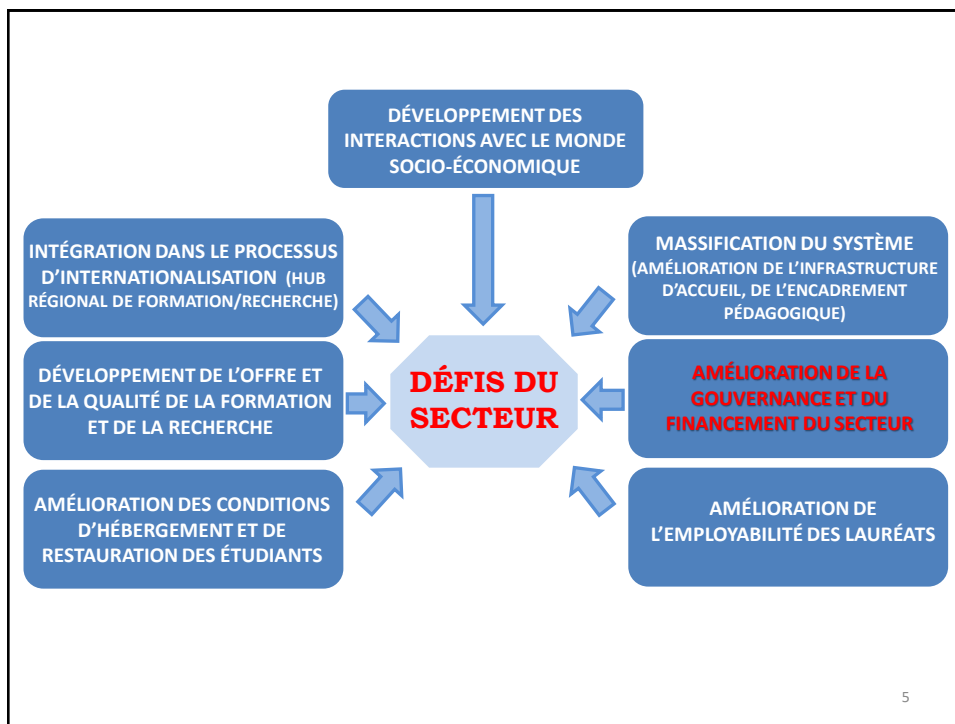
CNRST, Rabat, Le 26 Février 2018

1

SOMMAIRE

- 1 **Eléments de contexte**
- 2 **Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire**
- 3 **Chantiers en cours**
- 4 **Contraintes et perspectives de développement**





SOMMAIRE

- 2** Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire
 - 2.1 Les acquis de la réforme
 - 2.2 Instauration de la pratique de contractualisation
 - 2.3 La gouvernance dans le cadre du plan d'action du Ministère 2013-2016

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.1 les acquis de la réforme

Renforcement de l'autonomie des universités Etablissements publics dotés de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique, administrative et financière

- **Autonomie pédagogique :**
 - Conception de l'offre de formation
 - Proposition et adoption des filières de formation
 - Création des diplômes d'université

- **Autonomie administrative et financière :**
 - Les présidents d'universités ont été investis du pouvoir de gestion financière, des ressources humaines et du patrimoine
 - Les conseils d'universités délibèrent sur toutes les questions qui concernent la gestion de l'université : répartition des moyens humains et financiers...
 - Possibilité de prise de participation dans des entreprises innovantes et création de sociétés filiales

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

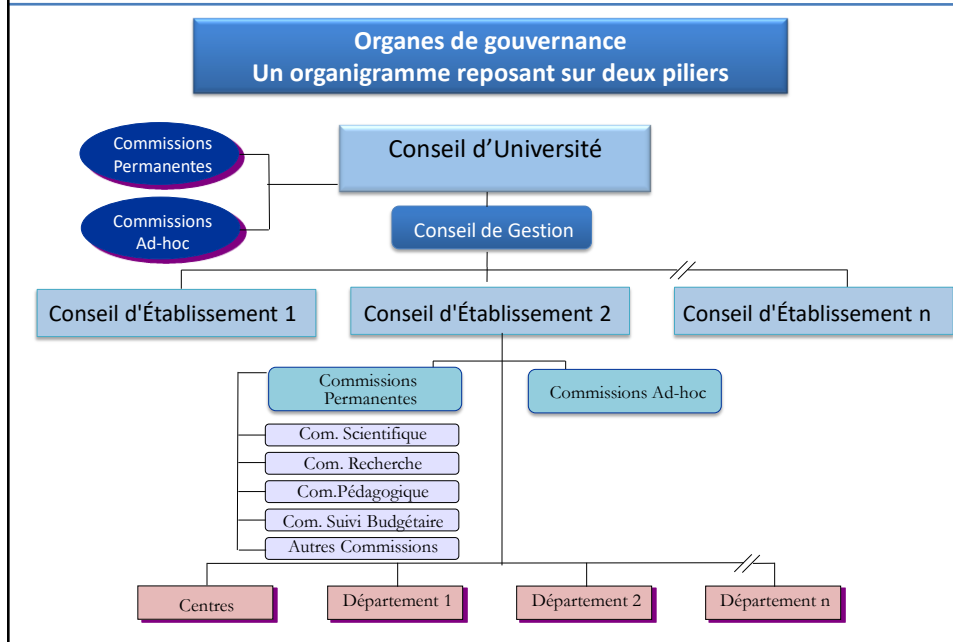
2.1 les acquis de la réforme

Diversification des sources de financement

- Offre, par voie de convention, de prestations de services à titre onéreux (formations, conseils, expertises, travaux de recherche spécifique...)
- Création d'incubateurs et de pépinières d'entreprises innovantes
- Exploitation des brevets et licences
- Commercialisation des produits de ces activités
- Prise de participations dans des entreprises publiques et privées
- Création de sociétés filiales
- Constitution de Groupements d'Intérêt Public (GIP)

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.1 les acquis de la réforme



2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.1 les acquis de la réforme



2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.1 les acquis de la réforme

Organes de gouvernance Elargissement des attributions du conseil de l'Université

- Prise de toutes mesures visant à améliorer la gestion de l'université
- Proposition de toutes réformes des formations assurées au sein de l'université et prise de toutes mesures de nature pédagogique visant à améliorer la qualité de la formation
- Avis sur les demandes d'accréditation présentées par les établissements
- Approbation des projets de création de filières de formation et de recherche
- Adoption du projet de budget de l'université
- Répartition des crédits entre les différents établissements universitaires, les services d'université et les services communs de l'université
- Définition des mesures visant à améliorer l'orientation et l'information des étudiants et à encourager l'organisation des activités culturelles et sportives
- Approbation des accords et conventions
- Proposition de la création d'établissements universitaires
- Approbation de la création des centres proposés par les conseils d'établissement
- Acceptation des dons et legs ..

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

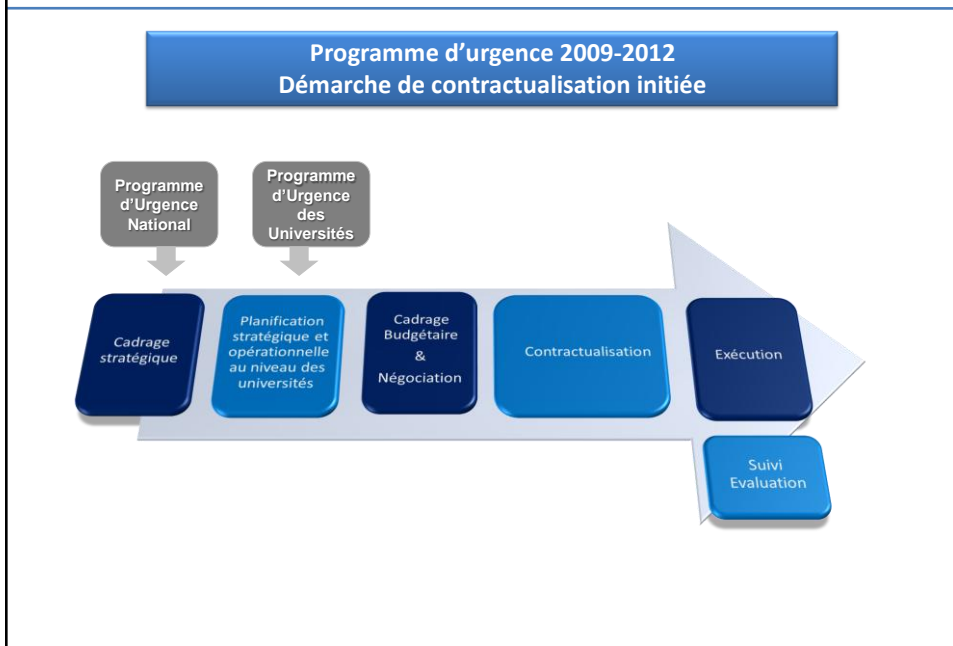
2.2 Instauration de la pratique de contractualisation

Programme d'urgence 2009-2012 Un nouveau cadre de gouvernance Etat-Universités

- Accroître la performance du système d'enseignement en orientant le budget vers les résultats et non l'utilisation des moyens
- Améliorer la gestion des deniers de l'Etat pour plus d'efficacité et d'efficience de la dépense publique
- Créer un effet système visant l'amélioration générale de la performance du système d'enseignement
- Clarifier la relation Etat-Université :
 - Etat régulateur, incitateur, animateur et garant des priorités nationales
 - Universités autonomes disposant de plus en plus de marges de manœuvre pour exercer de manière effective leur autonomie

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.2 Instauration de la pratique de contractualisation



2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.3 La gouvernance dans le cadre du plan d'action du Ministère 2013-2016

**Principes ayant présidé à l'élaboration du plan d'action
du ministère en matière d'amélioration de la gouvernance universitaire**

- Observation des impératifs de la nouvelle Constitution institutionnalisant les principes de **bonne gouvernance, de transparence et de corrélation entre responsabilité et reddition des comptes**
- Renforcement du leadership des universités
- Mise à niveau des organes d'administration et de gestion : conseil de l'université et conseil d'établissement :
 - Renforcement de l'autonomie de ces organes
 - Amélioration de l'efficacité dans la prise de décision et des performances de gestion
- Renforcement de l'audit interne
- Adoption d'outils et de bonnes pratiques en vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion aussi bien sur le plan académique et scientifique que sur le plan de la gestion administrative et financière

2. Principales réalisations en matière de gouvernance universitaire

2.3 La gouvernance dans le cadre du plan d'action du Ministère 2013-2016



SOMMAIRE

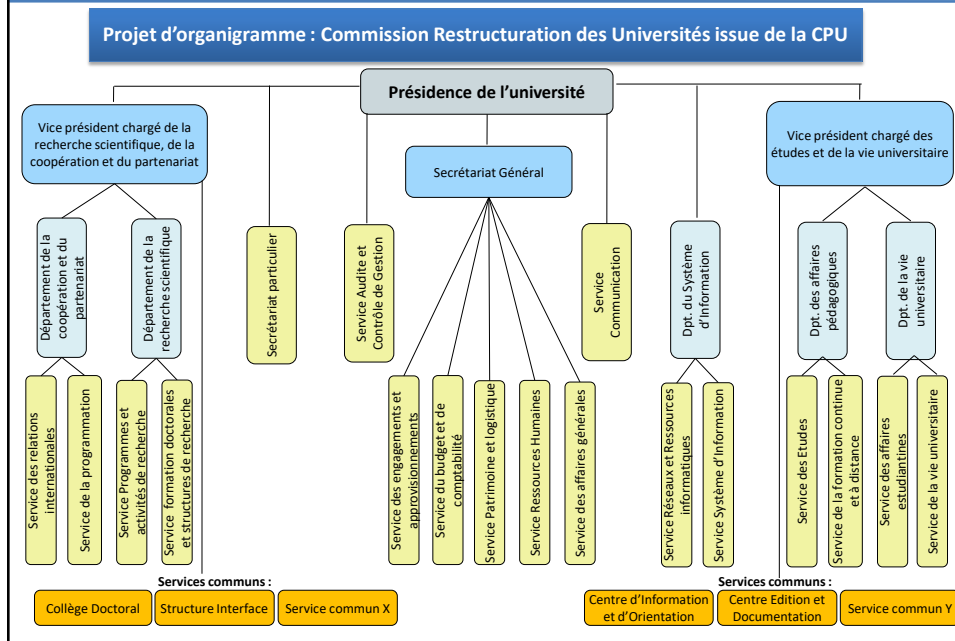
3

Chantiers en cours

- 3.1 Renforcement du dispositif de gouvernance interne des universités
- 3.2 Amélioration de la gouvernance financière
- 3.3 Développement de l'utilisation des TIC
- 3.4 Révision de la loi 01.00 portant organisation de l'enseignement supérieur
- 3.5 Mise en place de l'Agence Nationale d'Evaluation et d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

3. Chantiers en cours

3.1 Renforcement du dispositif de gouvernance interne des universités



3. Chantiers en cours

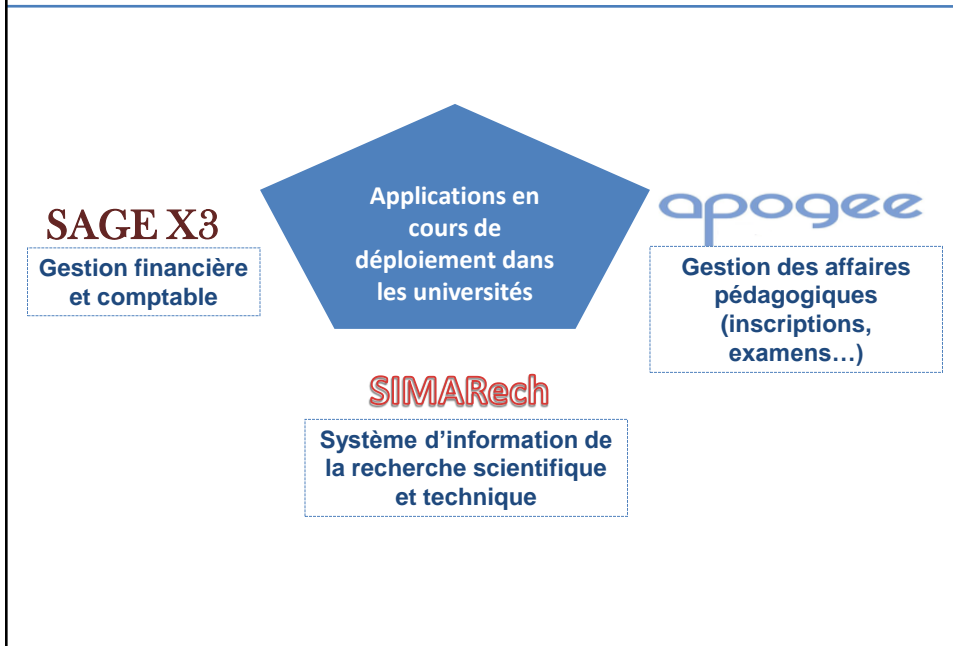
3.2 Amélioration de la gouvernance financière des universités

Assouplissement des procédures administratives et financières

- **Révision du règlement relatif aux marchés publics des universités (adoptée et mise en œuvre) :**
 - Relèvement du seuil des prestations autorisées dans le cadre des marchés sur appel d'offres restreint de 2 à 4 millions de dirhams
 - Réduction de la durée de consultation dans le cadre des appels d'offres restreints à 48H après réception des réponses des concurrents consultés
 - Relèvement du seuil des bons de commande de 250.000 DH à 500.000 DH
 - Utilisation de tous les moyens de communication pour la consultation des concurrents
- **Signature d'une décision conjointe entre ce Ministère et le Ministère de l'Economie et des Finances (14 janvier 2016)**
 - Gestion des ressources propres, des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et technique, issues de la formation continue, des travaux de recherche scientifique, des programmes de coopération nationale et internationale et des prestations de service

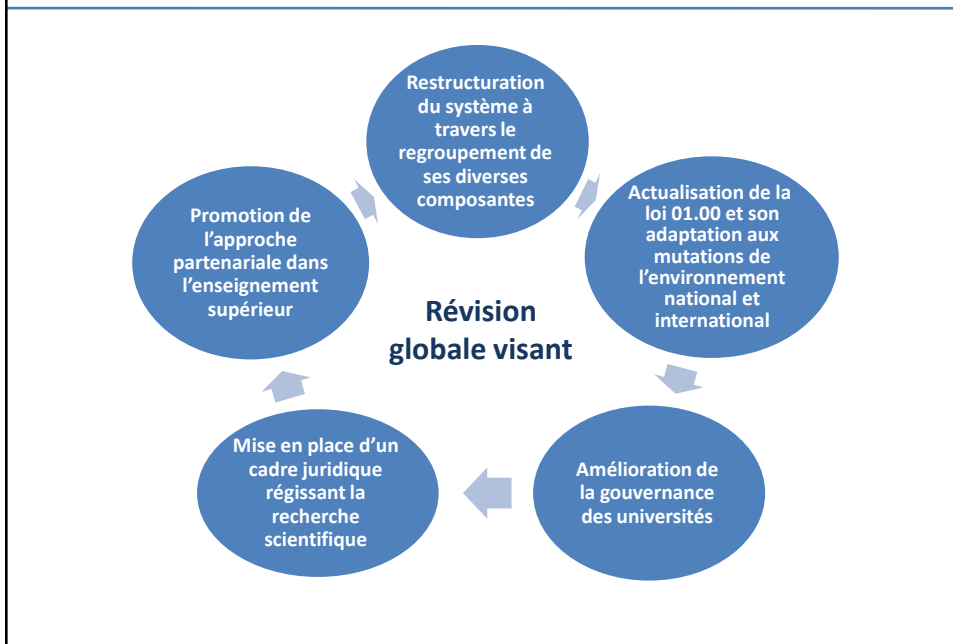
3. Chantiers en cours

3.3 Développement de l'utilisation des TIC



3. Chantiers en cours

3.4 Révision de la loi 01.00 portant organisation de l'enseignement supérieur



3. Chantiers en cours

3.5 Mise en place de l'Agence Nationale d'Evaluation et d'Assurance Qualité de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

- **Statut de l'Agence** : Établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière qui sera en charge de :
 - L'évaluation institutionnelle
 - L'évaluation des programmes de formation
 - L'évaluation de la recherche scientifique
- **Missions de l'agence** :
 - Evaluation institutionnelle des établissements d'enseignement supérieur publics et privés et de ceux de la recherche scientifique
 - Evaluation des filières en vue de leur accréditation
 - Evaluation des activités des CEDoc (bilan des formations et des travaux de recherche)
 - Evaluation de la recherche scientifique et de l'efficacité de ses structures
 - Evaluation des programmes de coopération universitaire dans le domaine de la formation et de la recherche scientifique

SOMMAIRE

4 Contraintes et perspectives de développement

4.1 Principales Contraintes

4.2 Perspectives de développement

4. Contraintes et perspectives de développement

4.1 Principales contraintes

- **Gestion des Ressources Humaines non décentralisée**
 - Inadéquation de l'Article 17 de la loi 01-00, notamment pour les Enseignants chercheurs
- **Patrimoine non encore transféré aux universités**
 - La loi 01-00 prévoit le transfert du patrimoine mobilier et immobilier de l'Etat aux universités (Art.96)
- **Financement dépendant presque exclusivement du budget de l'Etat**
 - La principale source de financement des universités reste l'Etat
 - L'effort de diversification des sources de financement est très limité
 - La participation des régions est pratiquement inexistante
- **Décentralisation insuffisante des organes de contrôle de l'Etat**
 - La décentralisation de la gestion des moyens des universités n'est pas toujours accompagnée par une décentralisation des organes de contrôle de l'Etat (retards au niveau de la gestion)
- **Dysfonctionnements liés à l'application du contrôle à priori (lourdeur, rigidité de gestion..)**
- **Insuffisance voir absence de mécanisme d'audit interne de gestion**

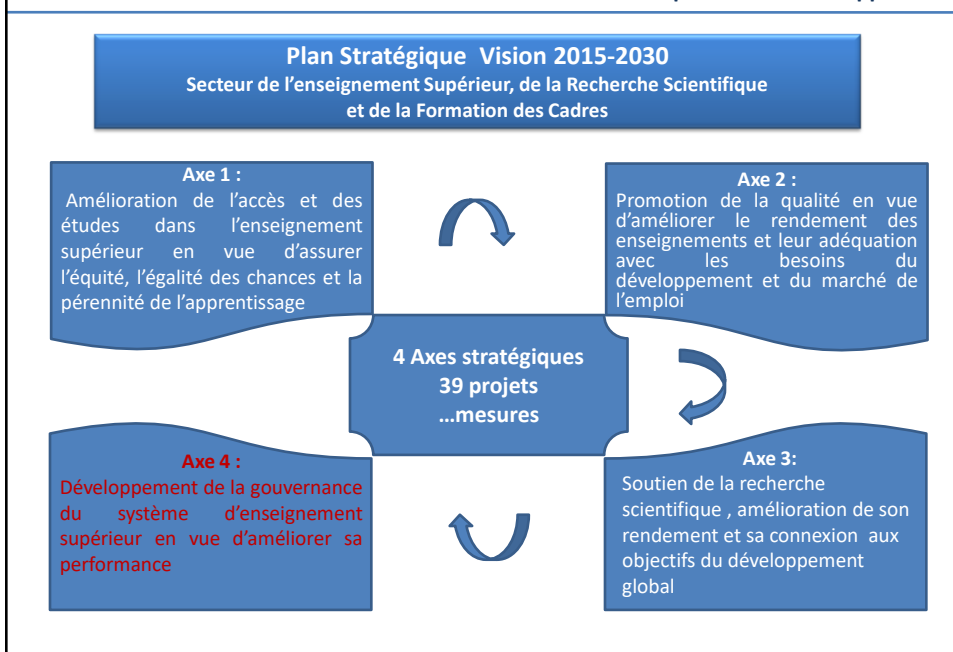
4. Contraintes et perspectives de développement

4.1 Principales contraintes

- **Non mise en œuvre des comptabilités générale et analytique**
 - Absence de production et d'audit de comptes certifiés par des Commissaires aux Comptes
- **Non dynamisation de l'article 7 de la loi n°01.00**
 - Absence de dispositions réglementaires permettant la création de sociétés filiales, la prise de participation dans des entreprises publiques et privées...
- **Faible contribution des acteurs socio-économiques de la région pour l'université**
 - Faible implication et contribution des représentants des secteurs socio-économiques et des élus de la région aux instances de gouvernance de l'Université
- **Dysfonctionnements du leadership liés à la procédure actuelle de nomination**
 - Projets de développement divergents, absence d'esprit d'équipe..
- **Non efficience des organes de gestion**
 - composition pléthorique, performance réduite..
- **Performances assez faibles en matière de rendements interne et externe et de gestion budgétaire**

4. Contraintes et perspectives de développement

4.2 Perspectives de développement



4. Contraintes et perspectives de développement

4.2 Perspectives de développement

**Axe 4 : Développement de la gouvernance du système
d'enseignement supérieur en vue d'améliorer sa performance**
Principaux objectifs

- Actualisation et développement du cadre juridique régissant l'enseignement supérieur et la recherche scientifique
- Mise en place d'un système national de qualité conforme aux standards internationaux
- Institutionnalisation d'une nouvelle approche contractuelle entre l'Etat et les Universités
- Encouragement des enseignants chercheurs à travers la révision du système d'évaluation et de promotion et la mise en place de programmes de formation continue
- Développement et diversification des ressources financières en vue d'accompagner l'évolution du système
- Production de données et d'informations fiables et actualisées sur le système
- Rationalisation de la gestion financière et mise en place de mécanismes de pilotage et d'aide à la prise de décision au sein du Ministère
- Développement du partenariat public-privé dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation



Merci
de votre attention



Le processus de l'audit interne et sa base juridique

**Agnieszka Michalowska-Dutkiewicz
Université de technologie de Lodz**

Rabat, 26.02.2018



L'audit interne

- essaie d'entreprendre des activités qui éviteront les pertes dans l'avenir, conseiller la direction de l'unité, améliorer les opérations de l'entreprise, effectuer des tâches basées sur l'analyse des risques, rechercher les causes des événements négatifs, opérer selon des normes professionnelles. Les recommandations de l'audit sont optionnelles.



L'audit interne



- est une activité indépendante, fournissant et consultant objectivement, dont le but est d'ajouter de la valeur et d'améliorer l'activité opérationnelle de l'organisation.
- Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs grâce à une approche systématique et rigoureuse de l'évaluation et de l'amélioration de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance.

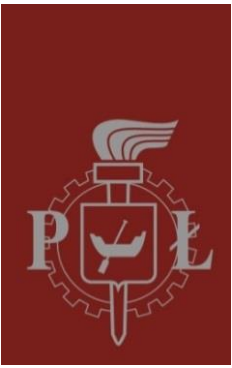


La vérification interne

des unités du secteur des finances publiques est menée, entre autres, basé sur:

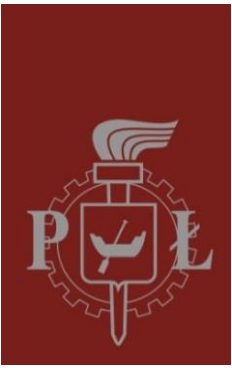
- Loi du 27 août 2009 sur les finances publiques (texte consolidé: Journal des lois de 2016, poste 1870, tel que modifié)
- Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne - Pos. 28 Annonce du Ministre des finances et du développement du 12 décembre 2016 sur les normes d'audit interne pour les entités du secteur des finances publiques.





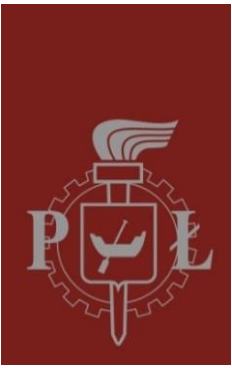
L'audit interne

Règlement du ministre des finances du 4 septembre 2015 sur l'audit interne et informations sur les travaux et les résultats de cet audit (Journal des lois, article 1480, tel que modifié)



L'audit interne

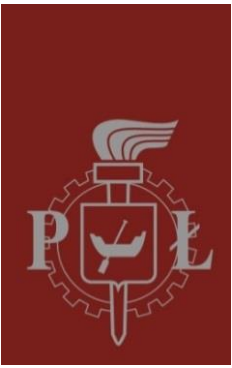
- Carte d'audit interne à l'Université de technologie de Lodz
- (Ordonnance n ° 10/2016 du Recteur du 23 novembre 2016)
- Programme pour assurer et améliorer la qualité de l'audit interne à l'Université de technologie de Lodz
- (Ordonnance n ° 11/2016 du Recteur de 2016)
- Manuel des procédures d'audit interne de l'Université de technologie de Lodz



Étape I: la phase initiale

- Rassembler toutes les informations disponibles et leur évaluation préliminaire
- Évaluation initiale des systèmes
- Définition initiale des objectifs d'audit
- Analyse de risque
- Définition initiale des objets d'audit
- Évaluation des besoins en personnel et budget d'audit





Étape II: planification

- Planification des activités d'audit individuelles
- Développement du programme d'audit
- Notification de l'entité auditée sur le début de l'audit





Étape III: mise en œuvre des activités d'audit

- Réunion ouvrant l'audit
- Effectuer des tests programmés
- Déterminer les faits, recueillir des preuves et leur évaluation
- Modification des demandes préliminaires
- Réunion clôturant l'audit (clarification des doutes)





Étape IV: préparation du rapport d'audit

- Arrangements d'édition, résultats et conclusions
- Préparation des conclusions préliminaires et remise à l'entité contrôlée pour vérification
- Élaborer le rapport et le soumettre au Recteur de l'Université de Technologie de Lodz et à l'entité contrôlée





Types de techniques d'audit

- se familiariser avec les documents commerciaux
- obtenir des explications et des informations auprès des employés
- obtenir des informations supplémentaires auprès d'autres employés de l'unité
- effectuer des inspections,
- reconstruction d'événements ou de calculs
- comparer des ensembles de données spécifiques



Rapport sur la mise en œuvre de la tâche d'audit

- Une fois la tâche d'audit terminée, l'entité auditée reçoit les conclusions préliminaires des auditeurs.
- Dans les 7 jours, le responsable de l'entité auditée a le droit de formuler des réserves, des commentaires supplémentaires et des explications sur leur contenu.
- Les auditeurs, après avoir lu les explications du responsable de l'entité auditée, peuvent les inclure ou rester avec le contenu original du document.
- Un rapport est soumis à l'entité auditée
- Toute irrégularité constatée lors de l'examen doit être discutée avec l'entité auditée



Les résultats de l'audit doivent être présentés dans la forme d'un rapport écrit contenant l'opinion de l'auditeur ainsi que les actions correctives suggérées.



L'opinion de l'auditeur

doit prendre la forme d'une déclaration formulée de manière concise, claire et non ambiguë, concernant les conclusions générales sur la zone examinée



Responsabilités de l'audité (1)

Les cadres et les employés des unités organisationnelles de l'Université de technologie de Lodz sont tenus de développer et de fournir à la date indiquée par l'auditeur interne des documents et informations sur l'étendue de leur fonctionnement qu'ils jugent nécessaires à la réalisation des objectifs d'audit interne.





Responsabilités de l'audité (2)

Les gestionnaires des unités organisationnelles dans lesquelles l'audit interne est effectué sont tenus de soumettre au recteur de l'Université de technologie de Lodz et à l'auditeur interne un plan de mesures correctives prises en réponse aux résultats de l'audit interne ou d'expliquer les raisons de leur refus.





Responsabilités de l'audité (3)

Les responsables et les employés des unités organisationnelles doivent coopérer avec les auditeurs internes dans le domaine de l'identification, de l'analyse et de l'évaluation des risques, de l'identification et du suivi des processus de l'Université de technologie de Lodz.



Responsabilités de l'audité (3)

Les responsables et les employés des unités organisationnelles doivent coopérer avec les auditeurs internes dans le domaine de l'identification, de l'analyse et de l'évaluation des risques, de l'identification et du suivi des processus de l'Université de technologie de Lodz.



évaluation externe (1)

Au cours de la période de septembre au novembre 2017, une évaluation complète et indépendante de l'activité d'audit interne de l'Université de technologie de Lodz a eu lieu.



évaluation externe (2)

Sous réserve de l'évaluation réalisée par une entité externe et après avoir obtenu un résultat positif, l'audit interne réalisé dans le cadre de l'Université de technologie de Lodz a été confirmé conformément aux normes, à la définition de l'audit interne et au code de déontologie.

"Conforme aux normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne".



Propre expérience (1)

Audit interne du projet Erasmus +, partenariat stratégique

- 1). Lettre du recteur concernant la vérification,
- 2). Contact, établissement des délais,
- 3). Analyse de documents
- 4). conclusion
5. Réunion de clôture

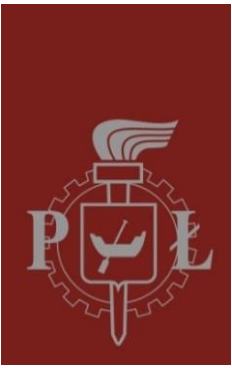


Propre expérience (2)

Au début **beaucoup de stress, l'horreur**

puis une conversation amicale

Enfin, la satisfaction que quelqu'un a vérifié la mise en œuvre du projet en termes de procédures internes



Coordonnées



Agnieszka Michałowska-Dutkiewicz

phone +48 42 631 28 71

e-mail: agnieszka.michalowska-dutkiewicz@p.lodz.pl



Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine (AuditUM)

Project No. 585782-EPP-1-2017-1-ES-EPPKA2-CBHE-SP (2017-2492/001-001)

COMPTE RENDU SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE PRÉSENTATION DU CONTEXTE JURIDIQUE À L'UNIVERSITÉ MAROCAINE CNRST-RABAT 26 ET 27 FÉVRIER 2018

Lundi 26 février 2018

09:30- L'ouverture du séminaire international de présentation du contexte juridique à l'université marocaine a été réalisée par le Vice-Président de l'UAE, M. Hassan Ezbakhe et par Monsieur AFIFI Abdelilah, directeur de la Direction du Budget et des Affaires Générales du MENFPESRS, en souhaitant la bienvenue à tous les participants et en rappelant l'importance de ce projet pour les partenaires marocains et européens.

10:00- M. Hassan Ahansal, Co-Coordinateur académique à l'UAE, a prononcé une allocution sur le projet AuditUM et a remercié tous les participants pour leur présence. Prof. Ana Fernández Vilas, coordinatrice générale du projet à l'Université de Vigo, a également remercié tous les participants et a présenté un rapport sur l'état d'avancement du projet : la communication interne, la qualité et la stratégie de diffusion. (Voir présentation)

10:30- Par la suite, le Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (DEPP) devrait faire une présentation de l'exercice du contrôle financier de l'Etat sur les établissements et entreprises et publics et les enjeux pour l'université marocaine. Monsieur Hicham EL MDAGHRI de la division des secteurs sociaux et éducatifs et monsieur Layachi TERRAS, directeur adjoint chargé des structures de l'audit et de la normalisation comptable, ont réalisé la présentation au lieu de monsieur Abderrahmane SEMMAR, Directeur de la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation (DEPP) au sein du Ministère de l'Economie et des Finances, qui n'a pas pu participer au séminaire (Voir présentation).

11:00-11:30 Pause

11:30-12:00 Après la pause-café, M. Abdelilah Afifi, Directeur de la Direction du Budget et des Affaires Générales du Ministère, a pris la parole pour présenter les enjeux de la gouvernance de l'université marocaine: acquis, contraintes et perspectives de développement. (voir présentation)

12:00-12:30 L'allocution de M. Abdelilah Afifi a été suivi par la présentation de M. Omar Moustakim, Responsable du système d'information comptable et financier à l'UAE, sur le système d'information comptable et financier des universités marocaines, un outil incontournable au service de l'audit et le contrôle interne. (voir présentation)



12:30-14:00 Les représentants des universités européennes ont par la suite décrit le contexte réglementaire et organisationnel de leurs universités et leur expérience dans le domaine de l'audit et du contrôle interne (voir présentations) :

- Universidad de Vigo/Universidad Autónoma de Madrid (Espagne)
- Université d'Aix-Marseille (France)
- Lodz University of Technology (Pologne)
- Instituto Superior de Engenharia do Porto (Portugal)
- Erasmus University College Brussels (Belgique)

14:00 – 14:30 La première journée s'est clôturée avec un débat modéré par Mme. Dolores Ojea de l'Uvigo.

Mardi 27 Février 2018

09:00-09:30 La deuxième journée du séminaire international a commencé par l'allocution du M. BELRHAITI Chafik, Inspecteur Général de l'Inspection Générale du Ministère. Il a expliqué le rôle de l'audit et du contrôle interne au service des contrôles externes. (voir présentation)

09:30-10:00 M. Mohamed Barnia, Secrétaire Général de l'IIA Maroc, a présenté deux allocutions exhaustives et détaillées : la première intervention a porté sur l'audit interne, comme outil au service de la bonne gouvernance de l'Université. (voir présentation)

Après la pause-café, M. Mohamed Barnia a introduit le sujet : Le contrôle interne : un gage de la maîtrise du fonctionnement de l'Université et un outil d'amélioration des pratiques de gestion. (voir présentation)

10:30-11:00 M. Tahar Asemaheri, Expert-Comptable DPLE, Commissaire aux Comptes, est intervenu pour parler du projet de mise en place de la comptabilité générale au sein des universités marocaines et de ses avantages. (voir présentation)

11:00-12:00 À la fin de la deuxième journée, la Coordinatrice générale Ana Fernández Vilas, en collaboration avec M. Hassan Ahansal et M. Omar Moustakim, de l'UAE, ont présenté le déroulement du projet jusqu'à présent. Mme. Fernández Vilas a fait un résumé de la feuille de route de la première année du projet AuditUM ; elle a aussi parlé de l'enquête sur l'état actuel (indicateurs de progrès et d'impact) ; les groupes de travaux (Lot 1 - Lot 2) et a fini par introduire les dates limites pour la finalisation des résultats et l'organisation du travail de coopération. (voir présentation)

14:00 M. Hassan Ahansal (UAE) a conclut la session en remerciant tous les participants pour leur contribution et collaboration et en souhaitant que le projet marche bien et que tous les objectifs soient atteints.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



Audit et Contrôle Interne à l'Université Marocaine (AuditUM)

SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE PRÉSENTATION DU CONTEXTE JURIDIQUE À L'UNIVERSITÉ MAROCAINE CNRST- Rabat (Maroc)

26 et 27 février 2018

	Nom	Institution
1.	Ana Fernández Vilas	UVIGO
2.	Dolores Ojea Troncoso	UVIGO
3.	Lorena Diana Gatea	UVIGO
4.	Hassan Ezbakhe	UAE
5.	Mohammed L'Bachir El Kbiach	UAE
6.	Hassan Ahansal	UAE
7.	Omar Moustakim	UAE
8.	Amina Azouagh	UAE
9.	Hamid Ajana	UPM
10.	François Perrault	UPM
11.	Kacem Srhir	UIT
12.	Karima Selmaoui	UIT
13.	Abdelkader Anour	UIT
14.	Outman El Bakkali	UIT
15.	Issame El Kaime	UIT
16.	Bachisse Mohamed	UM5
17.	Rhachi Mohammed	UM5
18.	Karima Al Jattari	UM5



19.	Sarra Gazoulit	UM5
20.	Saidi Dounia	UM5
	Nom	Institution
21.	Ahlafi Hanane	UM5
22.	Noura Youssofi	UM5
23.	Florence Hac	AMU
24.	Julie Buonomo	AMU
25.	Cynthia Souli	AMU
26.	Ángeles Castaño Toro	UAM
27.	Sandra Martín Pinilla	UAM
28.	Alexander Michiels	EHB
29.	Paula Cristina Ferreira Da Silva	ISEP
30.	Zaidi Miloudi	UH1
31.	Rachid Hanoun	UH1
32.	Mohammed Allaouy	UMI
33.	Fatima Ahekkad	UMI
34.	Meryem Salim	UMI
35.	Salma Bendaoud	Inspection Générale du Ministère de l'ES
36.	Fatima Essebbar	Inspection Générale du Ministère de l'ES
37.	Ghizlane Lamoune	Inspection Générale du Ministère de l'ES
38.	Fouad Mohammed	Inspection Générale du Ministère de l'ES
39.	Abdelilah Afifi	Ministère de l'Enseignement Supérieur
40.	Mohamed Barnia	IIA
41.	Naima Cherki	MEF / DEPP
42.	Fraoui Abdes.	MEF / DEPP
43.	Hicham Elmdaghri	MEF / DEPP
44.	Terrass Layachi	MEF
45.	Yamina Jouad	MEF / DEPP



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



46.	Tabrazi Mostafa	TVM
47.	Hamid Benchekroun	SNRT
	Nom	Institution
48.	Sonda Moutaouakil	SNRT
49.	Dadda Abdellah	SNRT
50.	Zakaria Ez-Zarzari	CNRST
51.	Alia Imad	MAP
52.	Said Bahassi	MAP



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union





Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union

